

Assemblée Générale Extraordinaire du 1^{er} juin 2006



*Extraordinary General Meeting
1 June 2006*



vallourec

CONSEIL DE SURVEILLANCE

Président d'Honneur
Censeur à partir du 1^{er} juin 2006
Arnaud LEENHARDT

Président
Jean-Paul PARAYRE

Vice-Président
Patrick BOISSIER

Membres
Luiz Olavo BAPTISTA
Vincent BOLLORÉ
Wolfgang EGING
Michel de FABIANI
Heinz Jörg FUHRMANN
Denis GAUTIER-SAUVAGNAC
François HENROT
Wolfgang LEESE
Jean-Claude VERDIÈRE
Financière de Sainte Marine
(représentée par Thierry MARRAUD)

SUPERVISORY BOARD

Honorary Chairman
Censeur as from 1 June 2006
Arnaud LEENHARDT

Chairman
Jean-Paul PARAYRE

Vice-Chairman
Patrick BOISSIER

Members
Luiz Olavo BAPTISTA
Vincent BOLLORÉ
Wolfgang EGING
Michel de FABIANI
Heinz Jörg FUHRMANN
Denis GAUTIER-SAUVAGNAC
François HENROT
Wolfgang LEESE
Jean-Claude VERDIÈRE
Financière de Sainte Marine
(represented by Thierry MARRAUD)

DIRECTOIRE

Président
Pierre VERLUCA

Directeur Général
François FABRE

Membres
Bertrand CANTEGRIT
Marco Antônio CASTELLO BRANCO
Jean-Pierre MICHEL

MANAGEMENT BOARD

Chairman
Pierre VERLUCA

François FABRE

Members
Bertrand CANTEGRIT
Marco Antônio CASTELLO BRANCO
Jean-Pierre MICHEL

Rapport du Directoire

à l'Assemblée Générale Extraordinaire du 1^{er} juin 2006

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Extraordinaire afin de soumettre à votre approbation diverses modifications statutaires ainsi que le renouvellement de la délégation au Directoire de consentir éventuellement des options d'achat d'actions.

1. MODIFICATIONS STATUTAIRES

■ Division du nominal des actions (1^{ère} résolution)

La progression très importante du prix de l'action Vallourec traduit la confiance manifestée par un nombre croissant d'investisseurs dans l'avenir de votre Société. Elle a cependant pour conséquence que celui-ci est devenu l'un des plus élevés de la cote, très nettement au-dessus de la moyenne. Une telle situation est susceptible de gêner les échanges et peut dissuader certains épargnants de s'intéresser à notre titre. C'est la raison pour laquelle nous vous proposons de procéder à une division par cinq (5) du nominal de l'action Vallourec par création de 53 001 660 actions nouvelles de 4 euros nominal qui seront attribuées aux actionnaires détenteurs des 10 600 332 actions actuelles de 20 euros nominal, par voie d'échange, à raison de cinq actions nouvelles pour une action détenue. Cette division devrait permettre notamment d'améliorer la fluidité et l'accessibilité du titre. Elle sera effective au 18 juillet 2006.

■ Déclaration de franchissement de seuils (2^{ème} résolution)

Les volumes des transactions sur le titre Vallourec sont très élevés. En 2005 le nombre d'actions échangées a été supérieur à plus de deux fois le flottant. Dans ce contexte il apparaît souhaitable de disposer de certaines informations sur l'évolution de la géographie du capital, en complément des analyses TPI (Titres au Porteur Identifiables) qui d'ailleurs ne permettent pas l'identification des actionnaires non-résidents. Il s'agit d'une pratique de plus en plus courante. Nous vous proposons, en complément des déclarations obligatoires prévues par la loi, de rendre statutairement obligatoires les déclarations de franchissement des seuils de trois (3), quatre (4), six (6), sept (7), huit (8), neuf (9) et douze et demi (12,5) pour cent dans le capital de la Société Vallourec.

■ Mode de révocation des membres du Directoire (3^{ème} résolution)

Les dispositions légales et statutaires actuelles prévoient que la révocation des membres du Directoire peut être prononcée par l'Assemblée Générale Ordinaire sans qu'il soit nécessaire que le Conseil de Surveillance en fasse la proposition.

Dans la mesure où la désignation des membres du Directoire est de la responsabilité du Conseil de Surveillance il paraît normal, ainsi que cela est d'ailleurs prévu par la loi NRE, que celui-ci dispose du même pouvoir que l'Assemblée en matière de révocation. Pour être applicable une telle possibilité doit être nécessairement inscrite dans les statuts et nous vous proposons, en conséquence, de modifier ceux-ci en ce sens.

■ Durée du mandat et limite d'âge des membres du Directoire (4^{ème} résolution)

L'article 8 des statuts prévoit actuellement que « les membres du Directoire sont nommés pour une durée de six ans. Ils sont rééligibles. Tout membre du Directoire venant à dépasser l'âge de 65 ans est réputé démissionnaire d'office à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui suit sa date anniversaire. »

Il paraît souhaitable d'introduire une certaine flexibilité dans ces dispositions. C'est la raison pour laquelle il vous est proposé :

- que la durée du mandat des membres du Directoire puisse être modulée et inférieure à 6 ans, celle-ci étant un maximum,
- que le Conseil de Surveillance puisse autoriser le cas échéant un membre du Directoire à prolonger d'un an la limite d'âge de 65 ans, auquel cas il sera réputé démissionnaire d'office à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire suivant la date anniversaire de ses 66 ans.

■ Limite d'âge des membres du Conseil de Surveillance (5^{ème} résolution)

La loi prévoit que, sauf limite d'âge fixée par les statuts, le nombre des membres du Conseil ayant dépassé l'âge de 70 ans ne peut pas être supérieur au tiers.

Les statuts de Vallourec (article 10) sont plus restrictifs puisqu'ils prévoient une limite d'âge fixée à 70 ans, sans exception, alors qu'il ressort d'une étude réalisée sur un échantillon représentatif des sociétés du SBF 120 que la très grande majorité a des conditions statutaires soit calquées sur la loi, soit plus permissives.

Nous vous proposons d'amender les statuts en maintenant un esprit restrictif au regard des dispositions légales. Ainsi un membre du Conseil de Surveillance pourra aller au terme de son mandat au-delà de l'âge de 70 ans. Passé celui-ci, il pourra éventuellement être réélu une fois pour une durée maximale de deux ans, ces dispositions ne devant cependant pas conduire à ce que le nombre des membres du Conseil ayant dépassé l'âge de 70 ans soit supérieur au tiers.

■ Création de la fonction de Censeur (6^{ème} résolution) / Nomination d'un Censeur (7^{ème} résolution)

Il paraît souhaitable que le Conseil de Surveillance puisse le cas échéant bénéficier de l'expérience et des compétences de personnalités qui, pour telle ou telle raison, ne souhaitent pas ou ne peuvent pas être désignées en tant que membres du Conseil de Surveillance.

Management Board Report to the Extraordinary General Meeting of 1 June 2006

We have called this Extraordinary General Meeting in order to submit for your approval a number of amendments to the By-laws and the renewal of the Management Board's authorization to grant share purchase options.

1. AMENDMENTS TO THE BY-LAWS

■ Division of the nominal value of shares (first resolution)

The very significant increase in Vallourec's share price reflects the confidence shown by a growing number of investors in your company's future. The share price has, however, become one of the highest in the market and significantly higher than the average. Such a situation is likely to hamper purchases and sales and may dissuade certain investors from investing in Vallourec. We therefore propose the division by five (5) of the nominal value of Vallourec's shares by the issue of 53,001,660 new shares with a nominal value of four euros each, which will be allocated to the holders of the 10,600,332 existing shares with a nominal value of 20 euros each, by way of exchange, on the basis of five new shares for each existing share held. This division is expected to improve the liquidity and accessibility of the shares. It will be effective as from 18 July 2006.

■ Declaration of crossing thresholds (second resolution)

The volume of transactions in Vallourec's shares is very high. In 2005, the number of shares bought and sold was more than twice the free float. It would therefore seem advantageous to have certain information on changes in the location of the shareholders, in addition to the analyses of identifiable bearer shares, which do not enable non-resident shareholders to be identified. Indeed, the obtaining of such information is becoming increasingly common. We propose, in addition to the mandatory declarations required by law, to make it mandatory, under the By-laws, for shareholders to make a declaration of crossing a threshold when their shareholdings exceed or fall below the following percentages of Vallourec's share capital: three (3), four (4), six (6), seven (7), eight (8), nine (9) and twelve and a half (12.5).

■ Method of removing members of the Management Board from office (third resolution)

Under the current law and By-laws, members of the Management Board may be removed from office by the shareholders at an Ordinary General Meeting without the requirement for their removal to be recommended by the Supervisory Board.

To the extent that the appointment of members of the Management Board is the responsibility of the Supervisory Board, it would seem reasonable, and is indeed a requirement under the French new business law (loi NRE), that the Supervisory Board should have the same powers as the General Meeting of the shareholders as regards removal from office. In order for this to be the case, the By-laws must so provide and we therefore propose that the By-laws be amended accordingly.

■ Length of term of office and age limit for members of the Management Board (fourth resolution)

Article 8 of the By-laws currently provides that "members of the Management Board shall be appointed for a period of six years. They shall be eligible for re-election. Any member of the Management Board who passes the age of 65 shall be deemed to have resigned at the close of the Ordinary General Meeting following his 65th birthday."

It would appear desirable to introduce a certain flexibility into these provisions. It is for this reason that it is proposed:

- that the length of the term of office of members of the Management Board may be varied and be less than six years, said term being the maximum,
- that the Supervisory Board may authorize, where appropriate, a member of the Management Board to extend this age limit of 65 by one year, in which case he will be deemed to have resigned automatically at the close of the Ordinary General Meeting following his 66th birthday.

■ Age limit for members of the Supervisory Board (fifth resolution)

The law provides that, unless an age limit is specified in the By-laws, the number of members of the Supervisory Board aged over 70 may not exceed one-third of the total members of the Supervisory Board.

Vallourec's By-laws (Article 10) are more restrictive in that they specify an age limit of 70, without exception, whilst a survey carried out in respect of a representative sample of SBF 120 companies revealed that the By-laws of the vast majority are either based on the law, or less restrictive.

We propose that the By-laws be amended, but remain restrictive compared with the legal provisions. Accordingly, a member of the Supervisory Board will be able to remain in office until the expiry of his term of office, even if he is then aged over 70. Once his term of office has expired, he may be re-elected once, for a maximum term of two years, although the application of these provisions may not result in the number of members of the Supervisory Board aged over 70 exceeding one-third of the total members of the Supervisory Board.

■ Creation of the position of Censeur (sixth resolution) / Appointment of a Censeur (seventh resolution)

It would appear desirable for the Supervisory Board to be able, where appropriate, to benefit from the skills and experience of persons who, for whatever reason, do not wish or are not eligible to be appointed members of the Supervisory Board.

C'est la raison pour laquelle il vous est proposé la création d'une fonction de Censeur, dont le nombre ne pourra excéder deux. Les Censeurs qui auront notamment pour mission de veiller à la stricte application des statuts assisteront aux réunions du Conseil de Surveillance et prendront part aux délibérations avec voix consultative.

Sous réserve de votre vote en faveur de cette proposition nous vous proposons de désigner pour une durée de 4 ans M. Arnaud Leenhardt en tant que Censeur.

Nous vous rappelons que M. Arnaud Leenhardt, Président d'Honneur de Vallourec, a été Président du Conseil d'Administration de 1981 à 1994 et Président du Conseil de Surveillance de 1994 à 2000.

■ **Autres modifications statutaires diverses (8^{ème}, 9^{ème} et 10^{ème} résolutions)**

Il s'agit de modifications de pure forme destinées à mettre en harmonie les statuts avec les dispositions légales en vigueur. Elles concernent les conditions matérielles de tenue des Assemblées : lieu de réunion et quorums.

2. DELEGATION AU DIRECTOIRE POUR CONSENTIR DES OPTIONS D'ACHAT D' ACTIONS (11^{ème} résolution)

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 juin 2000 avait délégué au Directoire les autorisations nécessaires pour pouvoir, le cas échéant, consentir des options de souscription (1^{ème} résolution) et/ou d'achat (2^{ème} résolution) d'actions Vallourec aux dirigeants et/ou aux membres du personnel des sociétés du Groupe.

Dans le cadre de ces autorisations :

- une tranche de 178 500 options de souscription a été attribuée le 15 juin 2000, soit 1,92% du capital social à cette date. Ces options sont exerçables pendant une période de 3 ans qui a débuté le 15 juin 2004. Compte tenu des options déjà exercées et de divers ajustements il restait en circulation, au 31 décembre 2005, 8 174 options, exerçables au prix de 37,43 euros par option.
- une tranche de 193 000 options d'achat a été attribuée le 11 juin 2003, soit 1,98% du capital social à cette date. Ces options sont exerçables pendant une période de 3 ans qui débutera le 11 juin 2007. Compte tenu de divers ajustements le nombre d'options en circulation au 31 décembre 2005 s'élevait à 193 146, exerçables au prix de 52,85 euros par action.

Ces autorisations, accordées pour une durée de 5 ans, ont expiré le 14 juin 2005 et le Directoire n'a plus depuis cette date la faculté d'attribuer de nouvelles options.

Il s'avère, à l'expérience, que ces options ont été un moyen privilégié d'associer les bénéficiaires de façon plus étroite à l'activité et au développement du Groupe, ainsi qu'au comportement du titre en Bourse. Elles ont certainement fortement contribué à fidéliser les intéressés, à renforcer la cohésion et à accroître la motivation personnelle.

C'est la raison pour laquelle il nous a semblé justifié, alors que le très haut niveau d'activité actuel demande la mobilisation de toutes les énergies, de vous demander que le Directoire puisse disposer à nouveau de la faculté de consentir des options aux dirigeants et cadres du Groupe qu'il lui semblera souhaitable de désigner, aussi bien dans les filiales françaises qu'à l'étranger.

L'autorisation demandée, dont il pourra être fait usage en une ou plusieurs fois, ne porte que sur des options d'achat. Elle sera valable 38 mois, soit jusqu'au 31 juillet 2009, et ne comporte que des dispositions tout à fait classiques.

Le Directoire aura ainsi la possibilité d'accorder des options portant sur des actions existantes, préalablement acquises en Bourse, notamment dans le cadre de l'autorisation de rachat d'actions délivrée par votre Assemblée Générale Ordinaire. Le nombre d'actions concernées est limité à 10% du capital social existant au jour de l'attribution et le prix d'exercice de l'option ne pourra être inférieur à la moyenne des cours cotés aux vingt séances de Bourse précédant le jour de la décision du Directoire. La durée de validité des options ne pourra être supérieure à 7 ans à compter de leur date d'attribution.

Le Directoire sera habilité à fixer, dans le cadre de la législation en vigueur, toutes les autres modalités pratiques permettant la mise en œuvre des options.

Enfin, il est précisé que l'usage éventuel de cette autorisation sera fait en totale coordination avec le Conseil de Surveillance.

Tel est l'objet des résolutions que nous allons maintenant soumettre à votre vote.

LE DIRECTOIRE

We therefore propose the creation of the position of Censeur (non-voting consulting director), the number of which may not exceed two. The main role of the Censeurs will be to ensure the strict application of the By-laws. They will be called to meetings of the Supervisory Board and take part in discussions in an advisory capacity.

Subject to your vote in favour of this recommendation, we propose that Mr Arnaud Leenhardt be appointed Censeur for a term of four years.

We would remind you that Mr Arnaud Leenhardt, Vallourec's Honorary Chairman, was Chairman of the Board of Directors from 1981 to 1994 and Chairman of the Supervisory Board from 1994 to 2000.

■ Other amendments to the By-laws (eighth, ninth and tenth resolutions)

These are purely amendments of form designed to ensure that the By-laws comply with the prevailing legislation. They relate to the conditions for holding General Meetings of the shareholders: place at which meetings are held and quorums.

2. AUTHORIZATION GIVEN TO THE MANAGEMENT BOARD TO GRANT SHARE PURCHASE OPTIONS (eleventh resolution)

The Extraordinary General Meeting held on 15 June 2000 gave the Management Board the necessary authorization to grant to managers and/or employees of the Group's companies, where appropriate, options to subscribe for (first resolution) and/or purchase (second resolution) Vallourec shares.

In connection with this authorization:

– a tranche of 178,500 share subscription options was granted on 15 June 2000, i.e. 1.92% of the share capital at that date. These options may be exercised during a period of three years from 15 June 2004. Given the options already exercised and the adjustments made, 8,174 options were outstanding as at 31 December 2005, exercisable at a price of 37.43 euros per option.

– a tranche of 193,000 share purchase options was granted on 11 June 2003, i.e. 1.98% of the share capital at that date. These options may be exercised during a period of three years from 11 June 2007. Given the various adjustments made, 193,146 options were outstanding as at 31 December 2005, exercisable at a price of 52.85 euros per share.

These authorizations, which were granted for a term of five years, expired on 14 June 2005 and the Management Board has not since this date been able to grant new options.

Experience has shown that these options are a good means of increasing the interest of option holders in the Group's business and development, as well as movements in its share price. They have certainly succeeded in strengthening the loyalty of option holders and promoting staff motivation and teamwork.

It is for this reason that we believe we are justified, now that the extremely high level of activity requires the Group to mobilize all its energies, in asking you to authorize the Management Board once again to grant options to those it nominates from among the Group's management and senior employees of both the French and foreign subsidiaries.

The authorization requested, which may be used on one or more occasions, relates only to share purchase options. It will be valid for 38 months, i.e. until 31 July 2009. The authorization is governed by conditions normally applicable to such authorizations.

The Management Board will thus be authorized to grant options over existing shares that have previously been acquired on the stock market, generally as a result of a share buy-back authorization granted by an Ordinary General Meeting of the shareholders. The number of shares in respect of which such options may be granted is limited to 10% of the share capital in issue on the date on which the options are granted and the exercise price of the options may not be less than the average of the prices listed during the twenty trading sessions preceding the date on which the Management Board grants the options. The validity period of the options may not exceed seven years from the date on which they are granted.

The Management Board will be authorized to determine, in accordance with the prevailing legislation, all other procedures necessary for the implementation of the options.

Finally, it is specified that any use of this authorization must be made in full collaboration with the Supervisory Board.

The above sets out the purpose of the resolutions we propose to submit for your approval.

THE MANAGEMENT BOARD

BARBIER FRINAULT & AUTRES
ERNST & YOUNG

Commissaires aux comptes
41, rue Ybry
92200 Neuilly-sur-Seine

CALAN RAMOLINO ET ASSOCIES

Commissaires aux comptes
185, avenue Charles de Gaulle
92200 Neuilly-sur-Seine

Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur l'ouverture d'options d'achat d'actions au bénéfice des membres du personnel, des dirigeants et des mandataires sociaux du Groupe

Assemblée Générale Extraordinaire du 1^{er} juin 2006

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre société, et en exécution de la mission prévue par l'article L. 225-177 du code de commerce et par l'article 174-19 du décret du 23 mars 1967, nous avons établi le présent rapport sur l'ouverture d'options d'achat d'actions au bénéfice des membres du personnel ou des dirigeants ou des mandataires sociaux des sociétés du Groupe.

Il appartient au Directoire d'établir un rapport sur les motifs de l'ouverture des options d'achat d'actions ainsi que sur les modalités proposées pour la fixation du prix d'achat. Il nous appartient de donner notre avis sur les modalités proposées pour la fixation du prix d'achat.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier que les modalités proposées pour la fixation du prix d'achat sont mentionnées dans le rapport du Directoire, qu'elles sont conformes aux dispositions prévues par les textes, de nature à éclairer les actionnaires et qu'elles n'apparaissent pas manifestement inappropriées .

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités proposées.

Neuilly-sur-Seine, le 26 avril 2006

Les Commissaires aux comptes

BARBIER FRINAULT & AUTRES
ERNST & YOUNG

Philippe Hontarrede Christine Staub

CALAN RAMOLINO ET ASSOCIES

Bertrand de Florival Bernard Scheidecker

BARBIER FRINAULT & AUTRES
ERNST & YOUNG

Statutory Auditors
41, rue Ybry
92200 Neuilly-sur-Seine

CALAN RAMOLINO ET ASSOCIES

Statutory Auditors
185, avenue Charles de Gaulle
92200 Neuilly-sur-Seine

Statutory Auditors special report on the granting of share purchase options to employees, managers and officers of the Group

Extraordinary General Meeting of 1 June 2006

To the Vallourec shareholders,

In our capacity as Statutory Auditors of your Company and in accordance with the duties specified by Article L. 225-177 of the French Code de Commerce and by Article 174-19 of the Decree of 23 March 1967, we have prepared this report on the granting of share purchase options to employees, managers and officers of the Group's companies.

It is the responsibility of the Management Board to prepare a report on the reasons for granting share purchase options and the proposed procedures for setting the purchase price. It is our responsibility to give our opinion on the proposed procedures for setting the purchase price.

We carried out our work in accordance with professional standards applicable in France. Those standards require that we plan and perform our work in such a way as to verify that the proposed procedures for the setting of the purchase price are disclosed in the Management Board's report, that they comply with the prevailing legislation, will be easily understood by the shareholders and do not appear to be inappropriate.

We have no comments to make on the proposed procedures.

Neuilly-sur-Seine, 26 April 2006

The Statutory Auditors

BARBIER FRINAULT & AUTRES
ERNST & YOUNG

Philippe Hontarrede Christine Staub

CALAN RAMOLINO ET ASSOCIES

Bertrand de Florival Bernard Scheidecker

PROJET DE TEXTE DE RESOLUTIONS

à l'Assemblée Générale Extraordinaire

du 1^{er} juin 2006

Première résolution (Division du nominal des actions par cinq)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, décide de diviser le nominal de l'action par cinq (5) afin de ramener la valeur nominale de chaque action de la Société de vingt (20) euros à quatre (4) euros. En conséquence, l'Assemblée prend acte que le capital demeure fixé à 212 006 640 euros divisé en 53 001 660 actions de quatre (4) euros de nominal. Les 53 001 660 actions nouvelles seront attribuées aux actionnaires de la Société à raison de cinq (5) actions nouvelles pour une (1) action détenue. Cette division sera effective au 18 juillet 2006.

L'Assemblée Générale, décide en conséquence de modifier l'article 6 des statuts de la Société qui sera rédigé comme suit :

« Le capital social est fixé à 212 006 640 euros divisé en 53 001 660 actions de quatre (4) euros de nominal chacune. »

L'Assemblée Générale, prend acte que la division du nominal et l'attribution corrélative de nouvelles actions aux actionnaires sont sans effet sur le droit de vote double prévu par les statuts de la Société. Les actions nouvelles conserveront les mêmes droits que les actions anciennes auxquelles elles se substitueront, à savoir que les actions ayant droit de vote double au jour de l'attribution conserveront celui-ci et que la date de départ de computation du délai de 4 ans nécessaire à l'obtention du droit de vote double restera inchangée.

L'Assemblée Générale confirme par ailleurs, en tant que de besoin, que cette division d'actions aura pour conséquence de multiplier par cinq (5) le nombre d'actions gratuites attribuées par le Directoire le 16 janvier 2006, sur décision du Conseil de Surveillance du 14 décembre 2005, dans le cadre de l'autorisation résultant de la 9^{ème} résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 7 juin 2005, aux membres du personnel salarié et aux mandataires sociaux de la Société répondant aux conditions fixées par la loi ou des sociétés liées au sens de l'article L. 225-197-2 du code de commerce.

Deuxième résolution (Modification des dispositions de l'article 8 des statuts sur les déclarations de franchissement de seuils)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir entendu lecture du rapport du Directoire décide de modifier l'article 8 des statuts de la Société en ajoutant à la fin de l'article un nouveau paragraphe rédigé comme suit :

« 5. Franchissement de seuils statutaires

Les franchissements, à la hausse ou à la baisse, des seuils prévus par la loi doivent être déclarés par tout actionnaire auprès de la Société et de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), selon les dispositions légales en vigueur. L'absence de déclaration entraîne l'application des dispositions légales en vigueur.

Outre les déclarations de franchissement de seuils expressément prévus par les articles L. 233-7-I et II du code de commerce, toute personne physique ou morale qui vient à détenir, directement ou indirectement par l'intermédiaire de sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L.233-3 du code de commerce, seule ou de concert, un nombre d'actions au porteur de la Société égal ou supérieur à trois (3), quatre (4), six (6), sept (7), huit (8), neuf (9) et douze et demi (12,5) pour cent du nombre total des actions composant le capital social doit, dans un délai de cinq (5) jours de Bourse à compter du franchissement dudit seuil, informer la Société du nombre total d'actions qu'elle possède, par courrier recommandé avec accusé de réception adressé au siège social de la Société.

L'information mentionnée à l'alinéa précédent est également donnée dans les mêmes délais et selon les mêmes conditions, lorsque la participation en capital devient inférieure aux seuils mentionnés par cet alinéa.

Dans chaque déclaration, le déclarant devra certifier que la déclaration faite comprend bien tous les titres détenus, seul ou de concert, directement ou indirectement par l'intermédiaire de sociétés qu'il contrôle au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce ou comme indiqué à l'article L. 233-9 du code de commerce. Il devra indiquer également la ou les dates d'acquisition ou de cession des actions déclarées.

Les sanctions prévues par la loi en cas d'inobservation de l'obligation de déclaration de franchissement des seuils légaux s'appliquent également en cas de non-déclaration du franchissement des seuils prévus par les présents statuts, à la demande, consignée dans le procès-verbal de l'Assemblée Générale, d'un ou de plusieurs actionnaires détenant au moins 5% des actions de la Société. »

DRAFT RESOLUTIONS

Extraordinary General Meeting of the shareholders of 1 June 2006

First resolution (Division of the nominal value of shares by five)

The General Meeting, ruling under the conditions of quorum and majority required for Extraordinary General Meetings, resolves to divide the nominal value of the share by five (5) in order to reduce the nominal value of each of the Company's shares from twenty (20) euros to four (4) euros. Accordingly, the General Meeting records that the share capital shall remain fixed at € 212,006,640 divided into 53,001,660 shares with a nominal value of four (4) euros each. The 53,001,660 new shares will be allocated to the Company's shareholders on the basis of five (5) new shares for one (1) share held. This division will be effective as from 18 July 2006.

The General Meeting resolves to amend Article 6 of the Company's By-laws as a result of this transaction to read as follows:

"the share capital is fixed at € 212,006,640 divided into 53,001,660 shares with a nominal value of four (4) euros each."

The General Meeting records that the division of the nominal value and the consequential allocation of new shares to shareholders shall not affect the double voting rights stipulated by the Company's By-laws. The new shares shall have the same rights as the existing shares they are to replace, i.e. the shares that are entitled to double voting rights on the date the new shares are allocated shall retain said rights and the starting date for the calculation of the four-year period required for the entitlement to double voting rights shall remain unchanged.

The General Meeting also confirms that, where relevant, this stock split will result in a five (5) - fold increase in the number of bonus shares allocated by the Management Board on 16 January 2006, as a result of the decision of the Supervisory Board on 14 December 2005, under the terms of the authorization resulting from the ninth resolution of the Ordinary and Extraordinary General Meeting held on 7 June 2005, to the Company's employees or officers who meet the conditions laid down by law or employees or officers of companies that are affiliated to it under the terms of Article L. 225-197-2 of the French Code de Commerce.

Second resolution (Amendment of the provisions of Article 8 of the By-laws on declaration of crossing thresholds)

The General Meeting, ruling under the conditions of quorum and majority required for Extraordinary General Meetings, having heard the Management Board's report, resolves to amend Article 8 of the Company's By-laws by adding the following additional clause to the end of the article:

"5. Crossing of statutory thresholds

Any shareholder crossing a threshold stipulated by law, whether such crossing results in his holding being above or below said threshold, must make a declaration to this effect to the Company and the Autorité des Marchés Financiers (AMF) in accordance with the prevailing legislation. Failure to make such a declaration will result in the application of the legal provisions in force.

In addition to the declarations of crossing thresholds expressly provided by Articles L. 233-7-I and II of the French Code de Commerce, any shareholder (individual or corporate body) that acquires, directly or indirectly by means of companies controlled by the shareholder within the meaning of Article L. 233-3 of the French Code de Commerce, acting singly or jointly, a number of the Company's bearer shares equal to or greater than three (3), four (4), six (6), seven (7), eight (8), nine (9) and twelve and half (12.5) per cent of the total number of shares making up the share capital must, within five (5) trading days of crossing said threshold, inform the Company of the total number of shares it holds, by letter sent by recorded delivery with advice of receipt to the Company's registered office.

In each declaration, the shareholder making the declaration must certify that the declaration made covers all the shares held, acting singly or jointly, directly or indirectly by means of companies controlled by the shareholder within the meaning of Article L. 233-3 of the French Code de Commerce or as indicated in Article L. 233-9 of the French Code de Commerce. The shareholder must also indicate the date or dates of acquisition or disposal of the shares to which the declaration refers.

The penalties provided for by law in the event of failure to comply with the requirement to declare the crossing of legal thresholds apply also in the event of the failure to declare the crossing of thresholds stipulated by these By-laws, at the request, recorded in the minutes of the General Meeting, of one or more shareholders holding at least 5% of the Company's shares."

Troisième résolution (Extension du mode de révocation des membres du Directoire)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, sur proposition du Directoire et après avoir entendu la lecture de son rapport décide que les membres du Directoire pourront désormais être révoqués, non seulement par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, mais également par le Conseil de Surveillance de la Société.

L'Assemblée Générale décide en conséquence d'apporter les modifications suivantes aux articles 9, 10 et 13 des statuts de la Société :

Article 9 - Directoire

1. Composition du Directoire.

La première phrase de l'alinéa 3 est complétée comme suit :

« *Tout membre du Directoire peut être révoqué soit par l'Assemblée Générale Ordinaire, soit par le Conseil de Surveillance.* »

Le reste de l'alinéa et de l'article 9 est inchangé.

Article 10 - Conseil de Surveillance

3. Attributions du Conseil de Surveillance.

Un nouvel alinéa 2 est inséré comme suit :

« *Il peut révoquer les membres du Directoire et fixe leur rémunération.* »

Le reste de l'article 10 est inchangé.

Article 13 - Assemblée Générale Ordinaire

2. Pouvoirs de l'Assemblée.

Un nouvel alinéa 5 est inséré comme suit :

« *Elle peut révoquer les membres du Directoire.* »

Le reste de l'article 13 est inchangé.

Quatrième résolution (Modification de l'article 9 des statuts sur la durée du mandat et la limite d'âge des membres du Directoire)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir entendu lecture du rapport du Directoire, décide que le 4^{ème} alinéa du 1^{er} paragraphe (Composition du Directoire) de l'article 9 des statuts sera désormais rédigé comme suit :

« *Les membres du Directoire sont nommés pour une durée maximale de six ans. Ils sont rééligibles. Tout membre du Directoire venant à dépasser l'âge de 65 ans est réputé démissionnaire d'office à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui suit sa date anniversaire. Le Conseil de Surveillance peut prolonger d'un an cette limite d'âge, auquel cas, le membre du Directoire concerné est réputé démissionnaire d'office à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire obligatoire qui suit la date anniversaire de ses 66 ans.* »

Cinquième résolution (Modification de l'article 10 des statuts sur la limite d'âge des membres du Conseil de Surveillance)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir entendu lecture du rapport du Directoire, décide de modifier l'article 10 des statuts de la Société et de remplacer le 3^{ème} alinéa du 1^{er} paragraphe (composition) dudit article par le texte suivant :

« *Lorsqu'un membre du Conseil de Surveillance dépasse l'âge de 70 ans il reste membre du Conseil jusqu'au terme normal de son mandat. Il peut ensuite être réélu une fois, pour un mandat d'une durée maximale de deux ans. L'application de ces dispositions ne peut toutefois conduire à ce que le nombre des membres du Conseil de Surveillance ayant dépassé l'âge de 70 ans soit supérieur au tiers des membres du Conseil de Surveillance (personnes physiques ou représentants de personnes morales).*

Si le quota du tiers susvisé venait à être dépassé, à défaut de la démission volontaire d'un membre du Conseil de Surveillance de plus de soixante-dix ans, le plus âgé des membres du Conseil de Surveillance serait réputé démissionnaire d'office. »

Third resolution (Extension of the method of removing members of the Management Board from office)

The General Meeting, ruling under the conditions of quorum and majority required for Extraordinary General Meetings, on the recommendation of the Management Board and having heard its report resolves that members of the Management Board may in future be removed from office not only by the shareholders at an Ordinary General Meeting but also by the Company's Supervisory Board.

The General Meeting therefore resolves to amend Articles 9, 10 and 13 of the By-laws as follows:

Article 9 – Management Board

1. Composition of the Management Board:

The following addition is made to the first sentence of the section 3:

“Any member of the Management Board may be removed from office either by the Ordinary General Meeting or by the Supervisory Board”.

The rest of the section and the Article 9 remains unchanged.

Article 10 – Supervisory Board

3. Powers, duties and functions of the Supervisory Board:

A new section 2 is inserted as follows:

“It may remove members of the Management Board and fix their remuneration.”

The rest of Article 10 remains unchanged.

Article 13 – Ordinary General Meeting

2. Powers of the meeting:

A new section 5 is inserted as follows:

“It may remove members of the Management Board from office.”

The rest of Article 13 remains unchanged.

Fourth resolution (Amendment of Article 9 of the By-laws on the length of terms of office and age limit for members of the Management Board)

The General Meeting, ruling under the conditions of quorum and majority required for Extraordinary General Meetings, having heard the report of the Management Board, resolves to amend clause 4 of paragraph 1 (Composition of the Management Board) of Article 9 to read as follows:

“Members of the Management Board shall be appointed for a maximum term of six years. They shall be eligible for re-election. Any member of the Management Board who passes the age of 65 shall be deemed to have resigned automatically at the close of the Ordinary General Meeting following his 65th birthday. The Supervisory Board may extend this age limit by one year, in which case the Management Board member concerned shall be deemed to have resigned automatically at the close of the mandatory Ordinary General Meeting following his 66th birthday.”

Fifth resolution (Amendment of Article 10 of the By-laws on the age limit for members of the Supervisory Board)

The General Meeting, ruling under the conditions of quorum and majority required for Extraordinary General Meetings, having heard the report of the Management Board, resolves to amend Article 10 of the Company's By-laws and to replace section 3 of paragraph 1 (Composition) of the said article with the following:

“When a member of the Supervisory Board passes the age of 70, he shall remain a member of the Board until the normal expiry of his term of office. He may then be re-elected once, for a maximum term of two years. The application of these provisions may not however result in the number of members of the Supervisory Board aged over 70 exceeding one-third of the total members of the Supervisory Board (individuals or representatives of corporate bodies).

If the aforementioned one-third quota is exceeded, failing the voluntary resignation of a member of the Supervisory Board who is aged over seventy, the oldest member of the Supervisory Board shall be automatically deemed to have resigned.”

Sixième résolution (Création de la fonction de Censeur)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir entendu lecture du rapport du Directoire décide de créer la fonction de Censeur et de compléter en conséquence les statuts de la Société par un article 10 bis dont le texte est le suivant :

Article 10 bis : Censeurs

« L'Assemblée Générale Ordinaire peut procéder à la nomination de Censeurs choisis parmi les actionnaires ou en dehors d'eux.

Le nombre de Censeurs ne peut excéder deux.

Les Censeurs sont nommés pour une durée qui ne peut excéder six (6) ans. Ils sont rééligibles.

Les Censeurs ont notamment pour mission de veiller à la stricte application des statuts. Ils sont convoqués aux réunions du Conseil de Surveillance. Ils prennent part aux délibérations avec voix consultative.

Les Censeurs peuvent recevoir une rémunération qui s'impute sur l'enveloppe annuelle des jetons de présence allouée au Conseil de Surveillance par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires. »

Septième résolution (Nomination d'un Censeur)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, et sous réserve de l'adoption de la 6^{ème} résolution précédente relative à la création de la fonction de Censeur, décide de désigner M. Arnaud Leenhardt en tant que Censeur, pour une durée de quatre ans (4) qui prendra fin avec l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2009.

Huitième résolution (Modification de l'article 12 des statuts sur le lieu de tenue des Assemblées)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir entendu lecture du rapport du Directoire décide de modifier l'article 12 des statuts en complétant le troisième paragraphe (Participation) comme suit :
« Les Assemblées peuvent être réunies au siège social, ou dans tout autre lieu de France métropolitaine. »

Neuvième résolution (Modification de l'article 13 des statuts relatif au quorum en Assemblée Générale Ordinaire)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir entendu lecture du rapport du Directoire décide, en conformité avec l'article L. 225-98 alinéa 2 du code de commerce modifié par la loi n° 2005-842 du 26 juillet 2005, de modifier l'alinéa 1 du paragraphe 1 (Quorum et majorité) de l'article 13 des statuts de la Société comme suit :
« L'Assemblée Générale Ordinaire, réunie sur première convocation ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins le cinquième des actions ayant le droit de vote. »

Dixième résolution (Modification de l'article 14 paragraphe 2 des statuts relatif au quorum en Assemblée Générale Extraordinaire)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir entendu lecture du rapport du Directoire décide, en conformité avec l'article L. 225-96 du code de commerce modifié par la loi n° 2005-842 du 26 juillet 2005, de modifier l'alinéa 1 du paragraphe 2 (Quorum et majorité) de l'article 14 des statuts de la Société comme suit :
« L'Assemblée Générale Extraordinaire ne peut délibérer que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le quart des actions ayant le droit de vote, ou sur seconde convocation, le cinquième des actions ayant droit de vote. »

Sixth resolution (Creation of the position of Censeur)

The General Meeting, ruling under the conditions of quorum and majority required for Extraordinary General Meetings, having heard the report of the Management Board, resolves to create the position of Censeur (non-voting consulting director) and to supplement the Company's By-laws accordingly by the addition of Article 10(a), as follows:

Article 10(a): Censeurs

"The Ordinary General Meeting may appoint Censeurs who may but need not be shareholders of the Company.

The number of Censeurs may not exceed two.

Censeurs shall be appointed for a term that may not exceed six (6) years. They shall be eligible for re-election.

The main role of the Censeurs is to ensure the strict application of the By-laws. They shall be called to meetings of the Supervisory Board and take part in discussions in an advisory capacity.

Censeurs may receive remuneration from the annual attendance fee budget granted to the Supervisory Board by the Ordinary General Meeting of shareholders."

Seventh resolution (Appointment of a Censeur)

The General Meeting, ruling under the conditions of quorum and majority required for Ordinary General Meetings, and subject to the adoption of the preceding sixth resolution relating to the creation of the position of Censeur, resolves to appoint Mr Arnaud Leenhardt as Censeur for a term of four (4) years expiring at the close of the General Meeting called to approve the financial statements for the financial year 2009.

Eighth resolution (Amendment of Article 12 of the By-laws on the place at which General Meetings are held)

The General Meeting, ruling under the conditions of quorum and majority required for Extraordinary General Meetings, having heard the report of the Management Board, resolves to amend Article 12 of the By-laws by adding the following to the third clause relating to shareholders' meetings: *"General Meetings may be held at the registered office or at any other place in mainland France."*

Ninth resolution (Amendment of Article 13 of the By-laws relating to the quorum for Ordinary General Meetings)

The General Meeting, ruling under the conditions of quorum and majority required for Extraordinary General Meetings, having heard the report of the Management Board, resolves, in accordance with Article L. 225-98, section 2 of the French Code de Commerce as amended by French Act no. 2005-842 of 26 July 2005, to amend Article 13, section 1, paragraph 1 of the Company's By-laws as follows: *"The Ordinary General Meeting may only take valid decisions the first time the General Meeting is convened if the shareholders present or represented own at least one-fifth of the voting shares."*

Tenth resolution (Amendment of Article 14 of the By-laws relating to the quorum for Extraordinary General Meetings)

The General Meeting, ruling under the conditions of quorum and majority required for Extraordinary General Meetings, having heard the report of the Management Board, resolves, in accordance with Article L. 225-96 of the French Code de Commerce as amended by French Act no. 2005-842 of 26 July 2005, to amend Article 14, section 2, paragraph 1 of the Company's By-laws as follows: *"The Extraordinary General Meeting may only take valid decisions the first time the General Meeting is convened if the shareholders present or represented own at least one-quarter of the voting shares or, the second time the General Meeting is convened, one-fifth of the voting shares."*

Onzième résolution (Autorisation donnée au Directoire de consentir des options d'achat d'actions)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, constate que l'autorisation donnée au Directoire aux termes de la 2^{ème} résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 juin 2000, de consentir des options d'achat d'actions a pris fin le 15 juin 2005.

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, autorise le Directoire dans le cadre des articles L. 225-177 à L. 225-185 du code de commerce à offrir, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, au bénéfice de ceux qu'il désignera parmi les membres du personnel ou les dirigeants ou les mandataires sociaux de la Société et des sociétés ou groupements qui lui sont liées dans les conditions de l'article L. 225-180 du code de commerce, des options d'achat d'actions provenant d'un rachat effectué par la Société elle-même.

La présente autorisation, dont il pourra être fait usage en une ou plusieurs fois, est conférée pour une durée de trente-huit mois à dater de ce jour.

Le nombre total d'actions qui auront été et/ou qui seront susceptibles d'être acquises par exercice des options attribuées en application de la présente résolution ne pourra être supérieur à 10% du capital social existant aux jours d'attribution d'options. Il est précisé que, en particulier et sans limitation, toutes les options expirées, invalidées, objets d'une renonciation ou plus généralement non susceptibles d'être exercées, pour quelque raison que ce soit, ne seront pas prises en compte pour l'application de la phrase précédente.

La présente décision sera exécutée dans les conditions et selon les modalités prévues par la réglementation en vigueur.

La durée de validité des options ne pourra être supérieure à sept ans à compter de leur date d'attribution.

Le prix d'achat des actions ordinaires sera fixé par le Directoire qui consent les options. Il ne pourra être inférieur à la moyenne des cours cotés aux vingt séances de Bourse précédant le jour de la décision du Directoire.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Directoire, dans les limites ci-dessus fixées, à l'effet de :

- déterminer les modalités des options, notamment les conditions dans lesquelles seront consenties ces options et désigner les bénéficiaires ;
- fixer l'époque ou les époques d'exercice des options et plus généralement de réalisation ;
- prévoir la faculté de suspendre temporairement les levées d'options pendant un délai maximum de trois mois en cas de réalisation d'opérations financières impliquant l'exercice d'un droit attaché aux actions ;
- et généralement accomplir ou faire accomplir tous actes et formalités à l'effet de constater la ou les augmentations de capital résultant de l'exercice des options et modifier les statuts en conséquence et généralement faire tout ce qui sera nécessaire ou utile.

Le Directoire informera chaque année l'Assemblée Générale Ordinaire des opérations réalisées dans le cadre de la présente autorisation.

Douzième résolution (Pouvoirs)

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs aux porteurs d'un original, d'une copie ou d'un extrait certifié conforme des présentes pour effectuer tous dépôts, publications, déclarations et formalités prévus par la loi et nécessaires à la mise en œuvre des résolutions qui précèdent.

Eleventh resolution (Authorization given to the Management Board to grant share purchase options)

The General Meeting, ruling under the conditions of quorum and majority required for Extraordinary General Meetings, notes that the authorization given to the Management Board under the terms of the second resolution of the Extraordinary General Meeting held on 15 June 2000 to grant share purchase options expired on 15 June 2005.

The General Meeting, having acquainted itself with the report of the Management Board and the special report of the Auditors, authorizes the Management Board, pursuant to the provisions of Articles L. 225-177 to L. 225-185 of the French Code de Commerce, to offer, on the basis of its decisions alone, on one or more occasions, for the benefit of those it nominates from among the employees, managers or officers of the Company or of companies or groupings affiliated to the Company under the terms of Article L. 225-180 of the French Code de Commerce, options to purchase shares that have become available as a result of a share buy-back carried out by the Company.

This authorization, which may be used on one or more occasions, is given for a period of thirty-eight months from the date of this General Meeting.

The total number of shares that will have been and/or may be acquired by the exercise of options granted in accordance with this resolution may not exceed 10% of the share capital in issue on the date on which the options are granted. It is specified that, in particular and without limit, all options that have expired, been declared null and void, been waived or, more generally, are not likely to be exercised, for whatever reason, shall not be taken into account when applying the provisions set out in the preceding sentence.

This decision shall be executed in accordance with the terms and procedures stipulated by the prevailing regulations.

The validity period of the options may not exceed seven years from the date on which they are granted.

The purchase price of ordinary shares shall be fixed by the Management Board that shall grant the options. It may not be less than the average of the prices listed during the twenty trading sessions preceding the date on which the Management Board grants the options.

The General Meeting invests all powers in the Management Board, subject to the limits fixed above:

- to determine the terms and conditions applicable to such options, in particular, the terms for granting options and nominating the beneficiaries, and to set the time or times at which options may be exercised and, more generally, the implementation of this operation;
- to provide for the possibility to suspend temporarily the exercise of options for a maximum of three months in the event of financial transactions involving the exercise of a right attaching to shares;
- and generally to carry out or arrange for the carrying out of all actions and formalities for the purposes of recording the capital increase or increases resulting from the exercise of options and to amend the By-laws accordingly and in general to do all that may be necessary or useful.

The Management Board shall inform the Ordinary General Meeting each year of transactions carried out in accordance with this authorization.

Twelfth resolution (Powers)

The General Meeting grants all powers to the bearer of an original, a copy or a certified true extract of these resolutions to carry out all filings, publications, notifications and formalities required by law and necessary for the implementation of the preceding resolutions.



vallourec

Société Anonyme à Directoire et à Conseil de Surveillance
au capital de 212 006 640 €

Siège social : 130, rue de Silly - 92100 Boulogne-Billancourt
552 142 200 RCS Nanterre
Siret 552 142 200 00765 - APE 741J

Tél. : +33 (0)1 49 09 38 24

Fax : +33 (0)1 49 09 36 94

Site Internet : www.vallourec.com